



Section FO DGFIP du Pas de Calais



Déclaration Liminaire des élus FO, DGFIP en CAPL Être entendus et défendus

CAP Locale du 19 octobre 2012

Monsieur Le Président,

La Direction Générale a fait connaître que les travaux préparatoires aux tableaux d'avancement de l'année 2013 n'ayant pu débuter dans le calendrier initialement prévu et dans les délais nécessaires à la tenue des CAPL et CAPN dans de bonnes conditions, les CAP locales qui devaient se dérouler jusqu'à la date limite du 1er octobre étaient reportées au 1er semestre 2013 de même que l'ensemble des CAPN.

Selon l'Administration, ce report n'impactera en rien la date d'effet des tableaux d'avancement de l'année 2013 qui demeure fixée au 1er janvier 2013. Nous venons également d'apprendre l'annulation de la CAP prévue le 23 octobre pour la liste d'aptitude de C en B.

Pour **F.O.-DGFIP**, ces tergiversations augurent mal de l'avenir des plans de qualification et laissent penser qu'après le gel de leurs salaires, les agents des Finances Publiques risquent de connaître une période de glaciation sur les promotions. Ce qui reviendrait à leur faire supporter deux fois les effets de l'austérité. C'est d'ailleurs dans ce contexte que l'ensemble des organisations syndicales de la DGFIP ont lancé la pétition actuellement en cours dans les postes et services sur tout le territoire.

Seul le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade d'Agent Administratif Principal des finances publiques de 1ère classe (AAP1) est élaboré au cours de ce dernier trimestre 2012 et pour notre département, la réunion se tient aujourd'hui.

Pour **F.O.-DGFIP**, une fois n'est pas coutume, c'est pourtant une CAPL que nous aurions préféré ne pas tenir.

En effet, quand le syndicat a revendiqué et obtenu que la grille administrative comporte 8 échelons à l'instar de la grille technique, il allait sans dire que ce 8ème échelon « administratif » devait être un échelon banalisé sans contingentement d'accès.

En conséquence, **F.O.-DGFIP** condamne avec force les modalités d'accès à cet échelon dit « spécial » mises en place par l'administration. Elles prévoient que l'accès au 8ème échelon se fasse selon un dispositif semblable à celui pour l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'Etat. Ce n'est ni plus ni moins que la mise en place d'un grade à accès fonctionnel pour la catégorie C « administratif ».

Pour F.O.-DGFIP, ce n'est pas admissible, un échelon n'est pas un grade !

L'accès au 8ème échelon doit se faire de façon linéaire.

La CAP se tient donc uniquement parce que l'administration, pour des motifs purement budgétaires, a décidé de limiter l'accès au 8ème échelon des agents administratifs. C'est une approche scandaleuse de ce dossier. Qui pourrait accepter que les agents les moins bien rémunérés de notre administration soient les seuls pour lesquels l'accès à un échelon de la grille est limité ?

Pour **F.O.-DGFIP**, tous les agents qui remplissent les conditions statutaires doivent automatiquement bénéficier de cet échelon !

Un taux de promotion de 39,22 % pour ce qui concerne cette CAP n'est pas acceptable et ne répond pas à la légitime nécessité de valoriser les fins de carrière C.

Contactez vos élus FO-DGFIP, n'hésitez pas !

À ce titre, **F.O.-DGFIP** revendique, qu'à tout le moins, aucun agent ne parte à la retraite sans avoir pu bénéficier du 8ème échelon. L'inscription dérogatoire des agents âgés de 61 ans et plus ne répond que partiellement à la revendication posée. Qu'en est-il pour les agents pouvant partir à la retraite avant 61 ans (mère de 3 ans, dispositif de carrière longue ...) ?

De plus, voilà plus de deux ans (1er juillet 2010) que la valeur du point d'indice n'a pas été revalorisée. A ce jour la carrière en catégorie C s'étale de l'indice 308 à l'indice 430 soit un gain indiciaire de 122 points pour une carrière de 40 ans soit une augmentation moyenne de 3 points par an.

Enfin, en examinant la filière d'origine des agents proposés au tableau d'avancement, nous constatons que l'immense majorité des agents sont d'origine filière fiscale (16 pour 4) et cela bien plus que le simple prorata des effectifs ex-DGI ex-DGCP ne l'aurait laissé à penser.

Pour le syndicat, c'est le résultat de la différence de traitement des promotions internes en catégorie B dans les deux ex-directions, et notamment de la possibilité- ou non - de rester dans le département quelle que soit la voie d'accès à la catégorie B.

En fait, tous les agents C ont été, et sont perdants du fait de la gestion par l'administration des plans de qualifications, à savoir :

- ❑ Les agents de la filière fiscale, qui ne voulant pas quitter leur département – et ça se comprend –, n'ont pas pu bénéficier d'un passage en B et ont attendu très longtemps l'accès à ce 8ème échelon en déroulant toute la carrière du C.
- ❑ Les agents de la filière gestion publique, qui n'ont pas été promus B, sont dans la quasi impossibilité de bénéficier aujourd'hui du 8ème échelon, car, tout naturellement et par un retour du balancier, la plupart des possibilités sont attribuées à des agents de l'ex-DGI que l'on a historiquement découragés de passer B.

Une nouvelle fois, l'administration est dans la logique du perdant- perdant.

Le contingentement de l'accès à cet échelon spécial pour les corps administratifs (les corps techniques n'y sont pas soumis) est un véritable scandale. C'est pourquoi notre organisation revendique, avec la Fédération Générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIERE, l'accès pour tous les ayant vocations à ce 8e échelon.

Le seul moyen d'être juste est donc de mettre fin au contingentement !

Les élus F.O DGFIP62

Titulaires : Audrey JOLY et Edith VANDERPOORTE

Suppléants : Stéphane BYTTEBIER et Nadège ABROUGUI



SIGNEZ LA PETITION

<http://www.fo-dgfip.fr>

Contactez vos élus FO-DGFIP, n'hésitez pas !

Section locale Force Ouvrière DGFIP62 : DDFIP du Pas de Calais 62000 ARRAS

☎ : 06.04.40.51.41 @ : fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr 🌐 Site web **FO DGFIP62** : www.fo-dgfip-sd.fr/062/